



8^E RÉUNION À HAUT NIVEAU
DU COMITÉ DIRECTEUR
Centre de développement, 24 et 25 octobre 2022

DÉCLARATION D'ORIENTATION SUR L'AVENIR DU CENTRE DE DÉVELOPPEMENT



Ensemble pour un développement
Dynamique
Solidaire
Vert

Les 24-25 octobre 2022, nous, membres du Comité directeur du Centre de développement de l'OCDE, nous sommes réunis pour notre 8^e Réunion à haut niveau. Nous avons pris acte des graves défis auxquels le monde est actuellement confronté en matière de développement. À l'occasion du 60^e anniversaire du Centre, nous sommes revenus sur sa mission fondatrice et avons réaffirmé nos objectifs fondamentaux pour les années à venir.

Nous sommes motivés par la conviction partagée qu'un dialogue ouvert et éclairé est essentiel pour parvenir à un développement durable. Nous formons une communauté de pays aux profils variés, confrontés à des défis communs. Nous attachons une grande valeur à cette diversité qui joue un rôle unique dans l'architecture internationale, pour encourager le développement dans un monde interconnecté et aider l'OCDE à s'attaquer aux défis mondiaux d'aujourd'hui.

Défis et opportunités majeurs sur le chemin du développement durable

Notre monde a été ébranlé par plusieurs crises. La pandémie de COVID-19, la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine et l'urgence climatique grandissante nous ont montré à quel point nous étions vulnérables dans notre cheminement vers le développement durable. Sur tous les continents, la pauvreté et les inégalités augmentent.

Des millions de personnes souffrent de la faim, de la pauvreté, des discriminations et de la violence. Les femmes et les filles sont particulièrement touchées. Les gouvernements s'efforcent tant bien que mal de faire face à une multitude de risques, souvent liés entre eux : pénuries alimentaires, dérèglements des marchés de l'énergie, hausse des prix, ralentissement économique, durcissement des conditions de financement, perturbations des chaînes de valeur mondiales, catastrophes naturelles dues au climat, corruption, insécurité et autres défis économiques et humanitaires, parmi lesquels les migrations forcées.

Nous sommes alarmés de constater que les inégalités se creusent, à la fois dans et entre les pays. Pendant de nombreuses années, le monde a connu un processus de convergence : pour beaucoup, la mondialisation était synonyme de vie meilleure et de croissance économique. Or, nous savons maintenant que ces gains de développement obtenus de dure lutte n'ont pas profité à tous. Ils se sont révélés fragiles et réversibles. Ils sont de surcroît non durables, mettant à rude épreuve les ressources naturelles de la planète.

Réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et atteindre les Objectifs de développement durable (ODD) n'a jamais paru aussi difficile. Pour y parvenir, nous devons saisir les possibilités qu'offre cette période de transition, par exemple en matière de transformation numérique et de diversification des sources d'énergie. Au niveau mondial, nous devons corriger, de manière transparente et responsable, un certain nombre de problèmes systémiques majeurs, dans des domaines tels que le changement climatique, le commerce, l'investissement, l'endettement et l'accès au financement, la viabilité budgétaire, la sécurité alimentaire et les migrations. Sur le plan intérieur, de nombreux pays souffrent de multiples problèmes structurels – développement industriel insuffisant, niveau élevé d'informalité, protection sociale limitée, creusement des inégalités, discrimination à l'égard des femmes et des filles, corruption, fracture numérique, accès insuffisant au financement et à la technologie, faible qualité de l'enseignement ou encore faibles capacités de mobilisation des ressources domestiques et d'application de réformes fiscales progressives. Nous savons pourtant que des progrès doivent être réalisés d'urgence. Comme nous l'avons noté lors de la 7^e Réunion à haut niveau du Comité directeur (2021), le mécontentement social grandit et la polarisation s'accroît. Il faut rassembler et mobiliser les citoyens pour le développement durable et faire progresser, au niveau international, une nouvelle donne pour le développement.

La mission fondatrice et la valeur unique du Centre de développement de l'OCDE à 60 ans

Cette réflexion sur les défis du développement nous conduit à revenir sur la mission fondatrice du Centre, telle que la définissait John F. Kennedy en mai 1961. Celui-ci proposait que soit créé un Centre de développement où citoyens et fonctionnaires, étudiants et professionnels des pays de tous niveaux de revenu pourraient « se rencontrer pour étudier en commun les problèmes de développement économique ».

L'économie mondiale, nos priorités et les mots que nous employons pour décrire le développement ont bien changé en 60 ans. Cependant, le Centre a un rôle plus important que jamais à jouer pour répondre aux besoins des décideurs et de la communauté internationale. Depuis sa création, à l'aide d'outils innovants et de partenariats tels que les Perspectives régionales, les Examens par pays et ses dialogues sur les politiques publiques, le Centre a approfondi notre compréhension du processus de développement durable et encouragé des échanges approfondis entre l'OCDE et les pays de tous niveaux de revenu. C'est pourquoi nous devons reconfirmer et renforcer encore son rôle de « **bâtitteur de ponts** », en reconnaissant que la prospérité mondiale ne peut être atteinte que par une coopération multilatérale efficace.

Le Centre **est un espace de dialogue unique**. Depuis sa création, il a contribué au rayonnement de l'OCDE, en rassemblant les connaissances et l'expérience disponibles dans les pays participants, tant en matière de développement économique que de formulation et d'exécution de politiques économiques plus généralement, comme le prévoit son mandat¹. Il réunit un large éventail de parties prenantes sur un pied d'égalité, afin qu'elles partagent leurs expériences, approfondissent leurs connaissances mutuelles et trouvent des terrains d'entente. La composition diversifiée de son Comité directeur, qui comptent des pays membres et non membres de l'OCDE, fait du Centre un « **honnête courtier** » dans la quête d'idées et de solutions nouvelles. Sa capacité de mobilisation lui permet de s'attaquer à des problématiques complexes et pressantes liées au développement durable, telles que la transition verte et juste, les chaînes de valeur mondiales et l'articulation migrations-développement.

Le Centre mène des analyses rigoureuses et indépendantes dans tous les secteurs. Ses conseils stratégiques sont multidimensionnels et concrets, puisant dans les connaissances, les données et l'expérience pratique accumulées par ses membres, l'OCDE et d'autres organisations internationales. Le Centre aide les décideurs à prendre des **décisions mieux éclairées qui reconnaissent les problèmes sous-jacents du développement**, parmi lesquels l'informalité et les causes profondes de l'inégalité femmes-hommes. Ses analyses peuvent servir de base aux discussions internationales sur les questions telles que la protection sociale, les infrastructures de qualité ou la localisation du développement.

Le Centre joue un rôle d'**éclairateur** sur les questions de développement, anticipant et expliquant les grandes tendances émergentes. Ses travaux pionniers sur le « basculement de la richesse » et le « développement en transition » ont contribué de façon déterminante à **façonner les priorités et à faire émerger un consensus en matière de développement mondial**. Ils ont aidé les décideurs à appréhender l'économie mondiale à travers un prisme multipolaire et à aller au-delà des simples mesures du revenu pour comprendre le processus de développement et définir les priorités de coopération internationale.

Nous soulignons également la valeur du Centre pour l'OCDE, en prenant dûment acte de la Vision d'avenir adoptée par ses membres lors de la Réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des Ministres de 2021 : [Avoir confiance dans la coopération mondiale – La vision de l'OCDE pour la prochaine décennie](#). Nous saluons l'engagement actuel de l'OCDE à l'égard des pays qui ne sont pas membres de l'Organisation et nous tenons prêts à l'aider à concrétiser cette vision.

Nous observons que, depuis les années 1990, le Centre a renforcé et exercé un rôle de chef de file dans les collaborations étroites de l'OCDE avec les organisations régionales d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, comme en témoignent les publications phares conjointes et les forums au niveau ministériel. Ces partenariats ont aidé l'OCDE à établir un climat de confiance et à diffuser ses connaissances et ses valeurs au-delà du cercle de ses membres. Ils l'ont également aidée à améliorer ses travaux, en y intégrant mieux les riches expériences et les points de vue cruciaux des pays non-membres de l'OCDE.

Des instruments et des approches essentiels pour les décideurs et la communauté internationale

Nous nous accordons à reconnaître que, pour surmonter les défis susmentionnés et saisir les opportunités qui se présentent d'accroître la prospérité partout dans le monde, les décideurs ont besoin d'outils et d'approches plus novateurs et mieux conçus :

1. Décision du Conseil portant sur la création d'un Centre de développement de l'Organisation [C(62)144(Final)], article 2 ; C(2002)181/REV2].

1. Nous attachons une grande valeur à un dialogue sur les politiques publiques et un partage de connaissances plus inclusifs

Pour donner corps à des idées nouvelles et amorcer un élan de réforme, il est indispensable de confronter nos points de vue et d'apprendre les uns des autres. Nous devons établir des passerelles entre les pays de diverses régions, aux différents niveaux de revenu, des pays à revenu élevé jusqu'aux pays les moins avancés. Nous devons aussi prendre en considération les autres facteurs qui nous distinguent les uns des autres : nos caractéristiques géographiques, nos sources alimentaires et énergétiques, nos technologies et nos capacités d'innovation, nos systèmes de production et de consommation, nos contextes historiques et culturels et nos systèmes politiques. Qui plus est, nous devons interagir à divers niveaux, en reliant les communautés nationales, régionales et internationales, pour construire des sociétés et des économies plus équitables, plus inclusives, plus résilientes et plus durables.

2. Nous avons besoin d'analyses et de conseils stratégiques indépendants et rigoureux

Le développement est un processus complexe, multidimensionnel et non linéaire. Nous devons fonder nos politiques publiques sur des analyses qui reconnaissent les interactions entre facteurs économiques, sociaux, environnementaux et culturels, qui comprennent les enjeux institutionnels et qui transcendent les clivages entre les différents domaines de l'action publique. Nous avons besoin de données, de mesures et de conseils indépendants et adaptables aux spécificités nationales et locales.

3. Nous avons besoin d'un multilatéralisme et d'une coopération internationale dynamiques et inclusifs

Nous ne pourrions relever les graves défis d'aujourd'hui en matière de développement et nous ne pourrions réaliser nos ambitions qu'au moyen d'une collaboration mondiale fondée sur une compréhension commune des priorités, des rôles et des responsabilités. Nous avons besoin de plateformes et d'organisations capables de repérer ce qui fonctionne et de montrer la voie dans des domaines clés tels que la réduction de la pauvreté, la gouvernance, le respect du droit, la finance, la transition verte juste, le transfert de technologies, le commerce et les migrations forcées. Nous avons besoin d'un espace international au sein duquel examiner, ensemble, les problèmes dans toute leur complexité, et innover pour plus de bien-être et un développement durable.

Pour l'avenir : un engagement renouvelé envers un Centre de développement plus fort

En cette importante année anniversaire, nous célébrons les nombreuses réalisations du Centre de développement de l'OCDE depuis sa création en 1962. Nous saluons les recommandations du [Groupe de personnalités éminentes](#). Nous prenons note des questions essentielles abordées dans le document préparé pour cette [huitième Réunion à haut niveau du Comité directeur](#) (2022), et nous soulignons les priorités arrêtées dans notre Programme de travail et Budget 2023-2024 – se remettre des crises, encourager la transformation et une transition verte et juste, promouvoir des investissements de qualité dans les infrastructures, faire progresser l'égalité femmes-hommes et développer des sociétés plus inclusives.

Nous sommes conscients des défis et des opportunités considérables qui se profilent sur la voie du développement durable et reconnaissons qu'ils font évoluer les besoins des décideurs, de la communauté internationale et de l'OCDE.

À cet égard, nous, membres du Centre de développement, nous efforçons de renforcer notre Centre et de lui donner les moyens de :

- continuer à fournir à ses membres et ses partenaires des analyses indépendantes de haute qualité et des conseils ciblés sur l'orientation des politiques publiques, en veillant à ce qu'ils répondent aux priorités des membres, à ce qu'ils abordent les grands problèmes du développement durable et à ce qu'ils répondent aux questions émergentes urgentes ;
- organiser un dialogue sur les politiques publiques de développement entre acteurs étatiques et non étatiques de différents pays, en renforçant son rôle « d'honnête courtier » dans les débats les plus pressants, qui seront identifiés grâce à des échanges de qualité et à la participation active des membres ;

- renforcer son rôle d'éclaireur du développement grâce à un Comité directeur redynamisé, contribuant à une meilleure compréhension mutuelle et à l'identification de solutions aux problèmes stratégiques clés d'intérêt mondial, afin d'ajouter de la valeur aux efforts de l'OCDE et aux autres initiatives multilatérales. À cet effet, nous veillerons à ce que la nouvelle architecture du Comité directeur et les travaux du Centre nous aident à répondre à nos principales priorités. Nous organiserons des sessions spécifiques du Comité directeur et y participerons davantage afin d'échanger sur les thèmes les plus pertinents et de renforcer l'utilité du Centre pour les membres et les non-membres de l'OCDE. Nous convenons qu'il est important de veiller à ce que le Centre rende des comptes au Comité directeur en intensifiant la participation des membres et en rapportant régulièrement sur ses travaux ;
- consolider, de manière équilibrée, la composition de son Comité directeur et l'élargir à des pays de tous niveaux de revenu dans toutes les régions, notamment, mais pas exclusivement, à des pays membres de l'OCDE, afin de jouer pleinement son rôle de partenaire inclusif et stratégique de l'OCDE et de la communauté internationale ;
- approfondir son implication, sa communication et sa coordination avec tous les autres secteurs de l'OCDE, ainsi que son ouverture aux pays non membres, afin de renforcer la pertinence de l'Organisation, son rayonnement mondial et sa compréhension des défis liés au développement ;
- assurer sa viabilité financière à long terme pour mener à bien ses travaux, notamment par le biais de la révision des mécanismes de détermination des contributions statutaires des membres.

Enfin, nous suivrons l'évolution de ces actions et soutiendrons l'efficacité, la transparence, la responsabilité du Centre ainsi que l'impact de ses travaux dans les années à venir, afin qu'il continue d'apporter de la valeur à ses membres et ses partenaires, et que personne ne soit laissé de côté sur le chemin vers le développement durable.